

# FIL ROUGE

## Transports publics gratuits

Débat au sein  
de la gauche.

PAGES 6-7

## Afghanistan

Appel du PS  
pour un accueil.

PAGE 9

# INÉGALITÉS

Comment les réduire?

PAGES 3-5

JOURNAL DU PARTI  
SOCIALISTE VAUDOIS  
N° 6 – OCTOBRE 2021



## Vive la politique!

**édito** Dans les discussions entre ami-es, sur les stands ou dans le débat public, on entend trop souvent cette phrase : «la politique ne m'intéresse pas!». Elle est parfois accompagnée de commentaires dégoutés sur la saleté de la politique – et, si on a le cœur bien accroché, - par des propos définitifs sur les politiques et politiciennes : «tous pourris!».

La politique déçoit bien sûr. Le monde n'est pas tel qu'on souhaiterait le voir. Et même les résultats démocratiques des votations vont souvent à l'encontre de nos désirs de justice sociale, d'égalité ou de protection de la nature, quand la majorité du peuple refuse de soutenir le renforcement de l'AVS, des primes maladies en fonction du revenu ou de protéger l'air, le sol et l'eau. Alors, dans ces moments-là, nous aussi qui sommes des militant-es politiques convaincu-es, nous sentons monter une forme de découragement.

Mais la politique est tragique. Si nous ne nous intéressons pas à elle, ce sont celles et ceux qui détiennent déjà le pouvoir dans notre société, celles et ceux qui

sont riches et puissants qui n'ont aucun problème à défendre leurs intérêts délé-tères. Si la classe ouvrière ne s'était pas intéressée à la politique et organisée en conséquence, si les femmes avaient accepté sans contestation leur exclusion du droit de vote, si les personnes racisées ne manifestaient pas et n'essayaient pas de défendre l'égalité et le respect, nous vivrions dans un monde infiniment plus mauvais.

Alors, dans une période qui commence à sentir mauvais, où l'extrême-droite renaît partout, où le racisme, le sexisme et les inégalités s'approfondissent, nous, socialistes, avons la responsabilité de nous intéresser à la politique – et d'intéresser les autres. Nous savons que la politique ne résoudra pas tous nos problèmes, qu'elle ne pourra pas apporter à elle seul le bonheur et la liberté. Mais nous savons aussi que nous avons une responsabilité de nous engager en politique, malgré tout. Car finalement seul-es les privilégié-es peuvent, sans dommage, ne pas s'intéresser à la politique. ■ ROMAIN FELLI

## Mensonges

**colère rouge** Les pavés publicitaires des opposants à l'initiative 99% ne sont construits que sur des mensonges. Les petits ou grands patrons qui reçoivent plusieurs millions au titre de leur salaire, ne seront pas touchés. Les mêmes qui recevront 100'000 frs au titre des revenus de leurs actions ou de leur patrimoine immobilier ne seront pas touchés. Et cette limite, qui sera fixée par les chambres fédérales, ne sera jamais abaissée. Le petit nombre de citoyen-nés touché-es par cette initiative est extraordinairement limité. On veut vous faire croire que vous faites partie des perdants. Or, vous êtes parmi ces 99% de la population qui auraient pu tirer profit d'une moins forte pression fiscale puisque les finances fédérales sont saines. Les quelques milliards espérés par les initi-ant-es pris à des gens qui ne savent plus quoi faire de leur fortune exponentielle auraient permis de baisser la pression fiscale qui touche une population beaucoup trop pressurée parce qu'elle habite le pays des super-riches Si vous faites partie de ce 1% des super-riches, je ne vous en voudrai pas de voter non. Si vous n'en faites pas partie, évitez de vous laisser bercer par des ritournelles récurrentes et mensongères. ■ PIERRE AGUET

## Sommaire

**édito** Vive la politique! ► PAGE 2 — **colère rouge** Mensonges ► PAGE 2 — **poing fort** Le piège de la «classe moyenne» ► PAGE 3 — **dossier** Disparités entre communes ► PAGE 4 — **dossier** Pour sortir de la crise sociale du coronavirus ► PAGE 5 — **interview** Anaïs Timofte et Romain Pilloud: «Et si les transports publics étaient gratuits...» ► PAGES 6-7 — **actualité** Quo vadis après l'échec de la Loi sur le Co<sub>2</sub>? ► PAGE 8 — **actualité** Santé: applaudir ne suffit pas! ► PAGE 8 — **actualité** Afghanistan: 20 ans pour rien... ► PAGE 9 — **actualité** Appel du PSS en faveur du peuple afghan ► PAGE 9 — **vie du parti** Billet de la Présidence: Initiative «SOS-Communes»: un splendide marché de dupes ► PAGE 10 — **vie du parti** Billet du Grand Conseil: Quand un outil fait ses preuves, il est bienvenu à nouveau! ► PAGE 10 — **vie du parti** Pour sortir rapidement de la pandémie ► PAGE 11 — **vie du parti** Agenda ► PAGE 11 — **portrait** Abdelmalek Saiah ► PAGE 12

# FIL ROUGE

Le journal du PSV est produit par une rédaction composée de militant-es. Nous souhaitons contribuer aux combats actuels pour le progrès social – sans oublier d'où nous venons et qui nous sommes. Notre fil rouge, ce sont nos valeurs et notre histoire. Ensemble, rédigeons ce nouveau chapitre du socialisme démocratique.

La rédaction est ouverte à chaque membre du PSV – et nous accueillons volontiers vos idées, avis et lettres de lecteur-trices à l'adresse: [redaction@ps-vd.ch](mailto:redaction@ps-vd.ch)

### IMPRESSUM

**Responsable:** Andrea Mürger  
**Rédacteur en chef:** Romain Felli  
**Rédaction:** Chloé Besse, Preeti Damon-Schaerer, Julia Dao, Guillaume Guenat, Latha Heiniger, Deborah Intelisano, Ihsan Kurt, Bernard Morel, Ione Ramel, Najia Trottet  
**Editeur:** Parti socialiste vaudois  
**Adresse:** Chauderon 5, 1003 Lausanne  
**Contact:** 021 312 97 57 [redaction@ps-vd.ch](mailto:redaction@ps-vd.ch)  
**Maquette:** Stéphanie Tschopp [www.madamepasteque.ch](http://www.madamepasteque.ch)  
**Impression:** Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et environs  
**Abonnement:** 25 francs  
**Parutions:** 6 parutions annuelles



© Adpbe Stock

## Le piège de la «classe moyenne»

**idéologie** Une fois de plus, alors qu'une initiative visait à redistribuer les richesses, la droite instrumentalise ce terme flou.

**D**éfinir la classe moyenne est toujours un casse-tête. L'Office fédéral de la statistique (OFS) y englobe «toutes les personnes vivant dans un ménage qui dispose d'un revenu brut équivalent compris entre 70% et 150% du revenu brut équivalent médian de l'année d'observation en question». Il y a donc un revenu médian (la moitié de la population touche moins, l'autre plus) autour duquel on met une fourchette assez arbitraire, soit pour 2018 entre 4'094 et 8'773 francs par mois, et paf! – ça fait une classe moyenne.

Selon cette définition, elle regroupe de façon assez stable entre 56% et 61% de la population entre 1998 et 2018, l'OFS faisant dès lors aussi la distinction entre la classe moyenne inférieure et supérieure, toujours sur des critères assez arbitraires de quantité de revenus.

### Un effacement des luttes

Cette définition a sans doute des mérites statistiques. Cependant, elle porte avec elle une charge idéologique qui doit être problématisée.

D'abord, l'arbitraire des critères de définition – assumé en partie par les statisticiens – met dans le même sac 60% de

la population avec des profils sociologiques très différents. La précision de l'intervalle d'appartenance est aussi absurde: à 4093 francs mensuels on n'est plus dans la classe moyenne et à 4094 on est dans la classe moyenne inférieure. Enfin, la fortune et la qualité du revenu n'entre pas en ligne de compte – que l'on tire son revenu de son travail, avec des CDDs précaires, ou du capital, avec des rentes d'appartements en location, la classification reste la même.

Cela pointe le premier problème – le terme peut être utilisé pour effacer les dynamiques, échanges et luttes entre classes sociales et prétendre que les problèmes économiques et sociaux moyennement distribués dans toute la population et faire comme si une certaine mesure toucherait autant les deux extrêmes de ce groupe flou.

Ensuite, il serait faux de penser que le sens statistique proposé par l'OFS est celui spontanément mobilisé au sein de la population. Il serait aussi faux de croire que tout le monde a la même représentation de ce que serait cette classe moyenne. En revanche, il faut souligner le pouvoir d'attraction de cette catégorie

ratisse-large à laquelle les gens de toute sociologie tendent à s'identifier. Régulièrement invoquée comme le pilier de la société, la classe moyenne est socialement valorisée.

### Loin du prolétariat

Eloignée du stigmate de la pauvreté ou du prolétariat, elle évoque «ces gens qui se sont faits tous seuls» tout en inspirant une forme d'humilité que rejetterait une identification à la bourgeoisie. Elle répond aussi à tout un imaginaire du confort matériel et culturel mérité. Pour les plus précaires, cette identification permet de valoriser sa position, tant qu'on peut voir pire ailleurs et que l'on a pu se payer des vacances. Pour les plus privilégiés-es, cela permet de relativiser ses avantages grâce au récit des obstacles surmontés. Le terme brouille ainsi les consciences de classe, en défaveur des classes dominées.

On comprend vite les usages politiques qui peuvent être faits. Lors de la campagne contre l'initiative «99%», le brouillage que le terme opère sert principalement à faire oublier que dans la société capitaliste il y a deux classes principales définies principalement par leur rôle dans les processus

socials de production: les capitalistes et le salariat, les premier-ères – héritant de la possession des moyens de production - exploitant la richesse produite par les second-es.

Sans dire qu'il faille abandonner le terme, le questionner permet de voir quels sont les intérêts de ceux qui, quand on veut toucher au revenu du capital, disent défendre ceux qui s'y trouveraient. ■ GUILLAUME GUENAT

Voir «La lutte des classes: parce que c'est notre projet, par Usul», sur YouTube



# Disparités entre communes

**finances** Le système de péréquation intercommunal et les transferts entre les communes et le canton sont sous tension.

La compréhension du système de péréquation et ses mécanismes n'est pas des plus simples. Tous les ingrédients sont réunis pour boudier le sujet. Toutefois, il est nécessaire de s'y plonger et de prendre nos responsabilités en connaissance de cause car notre système de solidarité et de cohésion sociale pourrait bien être ébranlé voire s'effondrer si chaque commune décide de faire cavalier seul. C'est pourquoi ce numéro du Fil rouge pose le sujet et nous aurons le plaisir de le développer dans un futur numéro.

A l'origine de la péréquation financière il y a notamment la différence du taux d'imposition entre les communes. En effet, Confédération, cantons, communes se partagent la tâche du prélèvement des impôts tels que ceux sur le revenu des personnes physiques et sur le bénéfice des personnes morales. Le principe des impôts et des taxes est essentiel pour la bonne marche d'un État car

c'est à travers cela que sont financées les dépenses et les prestations à la collectivité. Le système de péréquation permet, entre autres, de rééquilibrer les charges et les revenus entre les communes (péréquation horizontale) mais aussi entre le Canton et les communes (péréquation verticale).

## La différence du taux d'imposition met à mal la redistribution des richesses

Le rapport sur les finances communales vaudoises en 2019 dresse un certain nombre de constats, comme celui sur la différence du taux d'imposition entre les communes (cf. schéma). 35 communes ont un taux d'imposition inférieur à 60%. La plupart d'entre elles se situent au bord du lac Léman et/ou à proximité de Genève. 13 communes affichent un taux au-dessus de 80%. La grande majorité des communes a un taux d'imposition se situant entre 60% à 80%. «Les taux

d'imposition communaux n'ont pas cessé de se resserrer depuis 2008. Toutefois, ce resserrement s'est fait essentiellement par une augmentation des taux les plus bas plutôt que par une diminution des taux d'imposition les plus élevés. De son côté, le taux médian est resté relativement stable dans le temps, avec des valeurs entre 70% et 73%». (DGAIC, 2019).

## Pourquoi donc des communes se plaignent-elles?

Un premier argument avancé par une partie des communes est celui de la situation financière entre le Canton et les communes qui est déséquilibré. Elles se sentent prise à la gorge alors que les finances du Canton sont plutôt bonnes. Plusieurs charges au niveau communal comme la police et le maintien à domicile (AVASAD) ont d'ores déjà été reprises entièrement par le Canton.

En 2019, une succession de

discussions entre le Canton et l'Union des communes vaudoises (UCV) a permis d'aboutir à un accord. Le Canton s'engage à verser aux communes CHF 150 millions par année. Ce rééquilibrage serait mis en place de manière progressive.

Par la suite, l'initiative SOS communes a été lancée. Elle est soutenue par l'Association des communes vaudoises (AdCV), qui regroupe les communes vaudoises les plus riches, et demande au Canton de reprendre l'entier de la facture sociale, soit un montant annuel de CHF 300 millions pour le Canton et un report de 15 points d'impôt des communes sur le Canton. L'initiative a abouti et le Conseil d'État devra examiner ses impacts.

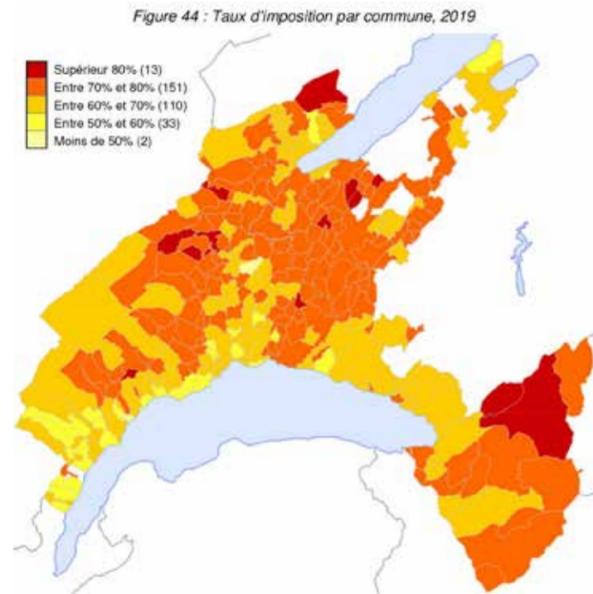
Les communes veulent-elles le beurre et l'argent du beurre? A quoi servent encore les impôts communaux? Une foule de questions se posent et les enjeux sont conséquents... A suivre. ■ LATHA HEINIGER

Lire aussien page 10.

**Rapport sur les finances communales vaudoises en 2019. Tableau de bord de la situation financière des 309 communes vaudoises.**

Département des institutions et du territoire Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC) Direction

des finances communales. Mai 2021.



# Pour sortir de la crise sociale du coronavirus

**PSS** Plus de sécurité sociale, plus de services publics, plus de solidarité!

Lors du Congrès du PS suisse du 28 août dernier une ambitieuse résolution a été adoptée qui tire les leçons de la crise du coronavirus. Ce texte vaut la peine d'être lu en entier (lien ci-dessous). Mais il propose des pistes concrètes pour améliorer la solidarité rapidement dans notre pays. Les voici :

## 1. Plus de sécurité sociale

- L'introduction d'une Assurance générale de revenu (AGR)
- Des améliorations urgentes dans l'aide sociale d'ici à l'introduction de l'AGR
- Une caisse maladie publique avec des primes calculées en fonction du revenu

- Lutter pour des bonnes conditions de travail: contre l'ubérisation.

## 2. Plus de services publics: briser la logique de la maximisation du profit

- Pas de profits avec notre santé – développer les soins de santé publics
- Des salaires décents et des conditions de travail acceptables dans les soins
- L'accueil extrafamilial comme service public accessible à toutes les familles
- Valorisation et redistribution du travail de soin (care) non rémunéré
- Renforcement des services

- psycho-sociaux
- Réduction du temps de travail

## 3. Plus de solidarité

- L'industrie pharmaceutique au service des gens – il est temps de créer une industrie pharmaceutique d'Etat
- Promotion d'une médecine équitable pour les femmes
- Renforcement institutionnel, financier et de l'indépendance de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)
- Faire passer à la caisse les gagnant-e-s de la crise : des impôts plus élevés sur le bénéfice!

Comme on le voit, notre journal a déjà traité une partie

de ces thèmes et continuera à le faire dans ses prochains numéros.

La position adoptée par les camarades délégué-es au Congrès peut être lue via le QR Code ci-dessous. ■ ROMAIN FELLI





Anaïs Timofte © POP Vaud

# Et si les transports publics étaient gratuits...

**initiative** Le POP a lancé fin août la récolte de signatures – il en faut 12'000 – pour faire voter les Vaudois·es sur la gratuité dans les transports en commun. Le PS ne soutient pas le texte. Anaïs Timofte, présidente du POP vaudois, et Romain Pilloud, secrétaire général de l'ATE Vaud, s'expriment.



Romain Pilloud © PSV

## Anaïs Timofte: «La mobilité a un coût trop élevé»

**Anaïs Timofte, qu'est-ce qui a poussé le POP et ses amis à lancer cette initiative populaire demandant la gratuité dans les transports publics dans le canton?**

Le sujet est porté depuis longtemps par le parti. En mars 2020, Vincent Keller avait déposé une initiative parlementaire allant dans ce sens. Elle avait été rejetée par le Grand Conseil, mais la question avait suscité de l'intérêt et elle fait toujours débat. Nous estimons que notre initiative va dans le sens d'une politique des transports à la fois plus écologique et sociale. En pouvant accéder à des transports en commun gratuits, les gens seront incités à moins utiliser leurs voitures. Et cela permettra aux personnes à bas revenus de se déplacer à moindre coût. Pour une catégorie de la population, la mobilité est actuellement à un prix trop élevé.

**Sachant que le prix actuel des billets ne couvre pas les coûts des compagnies de transport public et que celles-ci sont déjà subventionnées par le canton et les communes, où trouver l'argent pour compenser la perte de revenus de la billetterie?**

On estime à environ 350 millions le coût supplémentaire qu'engendrerait l'acceptation de notre initiative. Les modalités financières resteraient à fixer de manière précise, mais nous estimons que les finances du canton sont suffisamment saines pour supporter ce surcoût. Que les gens se rassurent, il n'y a pas à craindre de nouvelles taxes ou une augmentation des impôts. Dans les expériences menées à l'étranger, des entreprises participent notamment à ce financement car cela facilite le déplacement des employés sur leur lieu de travail.

**Ne crains-tu pas que la surcharge financière pour la collectivité entraîne une diminution de l'offre?**

Non, je ne pense pas. Ce n'est en tout cas pas ce qu'on constate là où la gratuité a été instaurée, à Dunkerque, à Châteauroux, au Luxembourg. La fréquentation a augmenté dans les transports publics. S'il y a davantage de monde dans les trains et les bus, l'offre va forcément suivre et donc, elle ne diminuera pas, au contraire même. Nous partons de l'idée que les transports en commun sont un service public au même titre que l'école. Pourquoi ne serait-il pas lui aussi gratuit?

**Concrètement, quelles catégories de personnes seraient concernées? Sur le site internet du parti, vous parlez des déplacements à l'intérieur du canton. Qu'en serait-il des pendu-**

**lares qui sont résidents vaudois, mais travaillent à l'extérieur du canton?**

Tous les résidents vaudois seraient concernés sous la forme d'un abonnement Mobilis. Mais ce point-là pose encore beaucoup de questions. Celle des pendulaires qui travaillent dans un autre canton bien sûr, tout comme celle des gens qui habitent hors du canton, mais viennent y travailler. Il y a aussi les trajets qui traversent une enclave, entre Yverdon et Payerne par exemple. On peut aussi s'interroger s'il serait opportun d'offrir cette prestation aux personnes qui viennent faire du tourisme dans le canton. La gratuité pourrait attirer du monde et favoriser économiquement les régions vaudoises. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR BERNARD MOREL

**Romain Pilloud, ni le PS, ni les Vert·es, ni l'Association transports et environnement (ATE), dont tu es le secrétaire général vaudois, ne soutiennent l'initiative demandant des transports publics gratuits. Pourquoi?**

L'idée que défend l'initiative peut paraître alléchante au premier abord, mais sur un territoire vaste comme le canton de Vaud, elle pourrait avoir des conséquences qui vont à l'encontre du but recherché. On ne peut pas analyser de la même manière la région lausannoise, qui a une offre pléthorique de transports en commun, et certains endroits de la campagne, où seul un bus passe de temps en temps. L'initiative mettrait en péril les finances du canton et des communes qui participent déjà aux subventionnements des entreprises de transports. Et cela pourrait entraîner une

diminution de l'offre. Suivant la majorité politique à la tête d'une ville, on risquerait de voir les autorités restreindre le réseau de transports pour des raisons financières. En cas d'acceptation, les conséquences sur la mobilité douce ne seront pas forcément positives.

**Mais avec la gratuité, les gens seraient davantage incités à faire usage des transports publics...**

A Lausanne très certainement, dans les coins de campagne moins bien desservis, j'en suis beaucoup moins convaincu. Une personne habitant Pampigny et travaillant à Epalinges ne va pas délaissé sa voiture au profit des transports publics, gratuité ou pas. Il est plus important à nos yeux que le canton développe les lignes régionales et augmente les cadences pour optimiser l'intermodalité des transports. C'est en améliorant

l'offre davantage qu'en instaurant la gratuité qu'on incitera les gens à moins utiliser leurs véhicules privés.

**On ne peut pas nier pourtant que les prix des transports publics sont élevés, en particulier en regard des budgets de familles à revenus modestes. Que faut-il faire que ce soit plus abordable?**

Il y a un potentiel à la gratuité, c'est certain. L'ATE se positionne contre la gratuité totale, mais défend une gratuité ciblée. Je mets une nuance entre les deux. On pourrait imaginer des offres qui touchent certaines catégories de la population, les étudiants et les ménages à revenus modestes en particulier. Il serait également souhaitable d'abaisser le taux de TVA pour les transports publics. Il est actuellement de 7,7%, on pourrait le faire passer à 2,5%,

avec pour conséquence positive de se répercuter sur le prix des billets.

**Les récentes décisions des CFF ne vont pas dans la direction d'une baisse des prix des billets...**

Et on peut vraiment s'en désoler. Non seulement l'abonnement général est trop cher, mais en plus, les CFF suppriment des offres ciblées. Notamment en voulant ôter aux communes la possibilité de disposer de cartes journalières à prix réduit. Ces cartes rencontrent un grand succès auprès de la population. D'ailleurs, les réactions ont été vives et la mesure a été reportée à 2023, mais que se passera-t-il au-delà? On peut évoquer aussi la suppression de l'abonnement général à prix réduit pour les étudiants de 25 à 30 ans. Et regretter la lenteur dans la rénovation des gares et l'instauration d'un RER au quart d'heure. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR BERNARD MOREL

## Quo vadis après l'échec de la Loi sur le Co<sub>2</sub>?

**environnement** Relancer la politique climatique suisse implique d'accélérer la cadence selon Roger Nordmann, Président du Groupe socialiste aux chambres fédérales

Le 13 juin 2021, la Loi sur le CO<sub>2</sub> était refusée à 51.59% dans les urnes. Après un été entaché de catastrophes météorologiques, l'urgence climatique se fait pourtant ressentir. Le dernier rapport du GIEC le rappelle: sans action, la température globale pourrait augmenter de 1,5°C en 20 ans. Sans compter que les pays alpins, comme la Suisse, pourraient subir des hausses deux fois plus fortes – avec des impacts décuplés sur leurs écosystèmes.

Pour Roger Nordmann, ce vote n'est pas à interpréter comme un refus d'agir mais bien comme un problème de méthode: «Le climat ne peut plus être réduit à un problème individuel, à régler à coup de taxes incitatives». Il s'agit désormais de cibler, par secteurs, les politiques permettant de réduire concrètement nos émissions – énergie, bâtiment, mobilité, transport aérien ou encore agriculture. Avec le groupe socialiste, il milite pour

que la Suisse s'aligne sur les normes européennes en matière de véhicules individuels et développe des alternatives ferroviaires aux vols de courte distance.

### Investir massivement

Le Conseiller national préconise aussi d'autres mesures, comme la mise en place d'un programme massif d'investissements – un Green New Deal helvétique qui incarne rapidement ce tournant écologique et social. Visant 12 milliards d'investissements publics et privés, il permettrait d'accélérer la cadence en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables – via l'assainissement des bâtiments, la réglementation des transports terrestres et aériens ou encore le soutien à la production photovoltaïque et hydroélectrique.

L'initiative pour une place financière écologique et solidaire, enfin, sera lancée au Congrès du PSS en 2022. En matière d'enjeux internatio-

naux comme sur le plan local, pour Roger Nordmann, le constat à tirer du 13 juin est sans appel: «la redistribution jouera un rôle important dans la politique climatique future. On ne peut pas exiger des milieux modestes qu'ils assument une part égale du problème – et que les plus riches puissent continuer à payer pour polluer.»

■ JULIA DAO

## Initiative pour les glaciers

La Loi sur le CO<sub>2</sub> balayée, le Conseil fédéral doit ancrer ailleurs l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050. La consultation qui vient de s'ouvrir sur le contre-projet direct à l'Initiative pour les glaciers lui a permis de remettre l'ouvrage sur le métier. Sa timidité pourrait toutefois faire débat: le PSS s'engagera cet automne pour qu'il débouche sur un réel projet de loi, intégrant des mesures concrètes sur les différents secteurs clés ■ JD

## Brèves

### CARNET NOIR

C'est avec une infinie tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade et président du PS rollois Patrick Bréchon le 18 août dernier. Sa bonne humeur, son engagement sans faille et ses profondes valeurs socialistes nous manqueront cruellement.

■ AM

### SOCIAL-DÉMOCRATIE

Bravo au parti travailliste de Norvège qui a remporté les élections en septembre. En coalition avec la gauche socialiste et les agrariens il devrait former le nouveau gouvernement. Pour la première fois depuis 20 ans, la Norvège, le Danemark et la Suède auront un gouvernement social-démocrate. Et le parti travailliste allemand (SPD) qu'on disait moribond semble se préparer à faire un excellent score aux élections fédérales de fin septembre. Le salut viendrait-il du Nord? ■ RF



La démocratie est mise en péril en Afghanistan © Andrea Münger

## Vingt ans pour rien...

**Afghanistan** Après l'arrivée des Talibans au pouvoir, le pays est à nouveau plongé dans l'obscurantisme.

La nouvelle génération sait ce qu'est théoriquement le 11 septembre 2001, mais beaucoup ne l'ont pas vécu. Du jour au lendemain, toutes mes ami-es et camarades ont commencé à s'intéresser à l'Afghanistan et se demander pourquoi le pays d'origine de mon père était un refuge pour les terroristes. Pour le comprendre, revenons un peu en arrière. En 1976, les communistes prennent le pouvoir et installent leur régime à Kaboul. L'Afghanistan se modernise petit-à-petit. Mais nous sommes en pleine Guerre Froide et l'Afghanistan a un immense désavantage. Ce ne sont pas les réserves de pétrole, de gaz ou d'uranium, mais sa situation entre l'Iran, l'Inde, l'URSS et la Chine. Washington ne peut tolérer cette présence communiste dans un

endroit aussi stratégique et entraîne alors les moudjahidines, croisés des temps modernes, pour jeter les «horribles» communistes dehors. Les guérillas sèment le trouble dans le pays et en 1979, les troupes soviétiques entrent dans le pays afin d'éjecter les rebelles, pour certains notamment islamistes et extrémistes. En 1989, les Soviétiques se retirent, mais la guerre civile continue jusqu'à la prise du pouvoir par les Talibans en 1996. Ces derniers avaient été armés et entraînés par la CIA au Pakistan.

### Instabilité chronique

Depuis quarante ans, le pays de mon père et de toute sa famille vit dans l'incertitude et le conflit de manière permanente. Certain-es attendaient beaucoup des États-Unis en 2001 qui ont, certes, considéra-

blement amélioré la situation (en même temps, comment cela pouvait-il être pire?), mais leur immense erreur a été de s'appuyer sur les principaux soutiens aux Talibans, à savoir les Pashtounes, ethnie majoritaire du pays. Vivre dans un pays dirigé par des terroristes, extrémistes et djihadistes, c'est ignorer si on rentrera vivant du marché, voir sa sœur être mariée de force à un homme quatre fois plus âgé qu'elle et totalement inconnu. Pour les Tadjiks, Ouzbeks et Hazara, c'est vivre dans la crainte d'un nettoyage ethnique. Pour les femmes, c'est arrêter de vivre.

■ YASSIN NOUR

## Appel du PSS en faveur du peuple Afghan

Suite à la prise de Kaboul, la communauté internationale redécouvre son impuissance. Comme l'illustre notre camarade Yassin, des générations d'Afghans ont été déracinées par l'instabilité frappant ce pays complexe. Au moment de demander l'asile en Suisse, beaucoup n'obtiennent pourtant pas un statut durable: fuir la guerre n'y est en effet souvent pas considéré comme un motif suffisant pour obtenir l'asile, mais juste une «mission provisoire». Ce «permis F», à renouveler chaque année, suggère qu'un retour au pays sera possible à l'avenir et péjore fortement les perspectives d'intégration par sa courte durée. Selon l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), seul-es 374 Afghans ont ainsi obtenu l'asile en Suisse en 2019 contre 1374 admissions provisoires.

Étant donné la dégradation de la situation sécuritaire afghane, il faut réinterroger cette pratique d'accueil. C'est le sens de l'Appel du PSS pour l'Afghanistan, qui propose d'accorder un statut de protection réel et durable aux Afghans en Suisse, mais aussi d'accueillir 10'000 personnes et d'augmenter l'aide aux pays voisins – pays qui, de longue date, accueillent la plupart des déplacés afghans, avec pourtant bien moins de moyens que notre si généreuse Suisse.

Signez l'appel: [appel-pour-afghanistan.ch](http://appel-pour-afghanistan.ch) ■ JD

## Santé: applaudir ne suffit pas!

Le Covid a mis en lumière une profession essentielle mais ô combien malmenée: la profession infirmière.

Tous les soirs, des applaudissements, des louanges s'élevaient pour soutenir le personnel de santé. Maintenant, il est temps de passer à la vitesse supérieure en soutenant l'initiative pour des soins infirmiers forts.

La pandémie a révélé la fragilité de notre système: la Suisse manque d'infirmières et ce problème est multifactoriel: manque de reconnaissance,

conditions de travail difficiles, difficultés à concilier vie familiale et professionnelle, etc...

La Suisse forme moins de la moitié de ses besoins en personnel infirmier et n'arrive pas à combler l'hémorragie de tous ceux et toutes celles qui lâchent la profession. D'ici 2030, elle aura besoin de 65'000 soignants supplémentaires.

Il est prouvé que des infirmières bien formées et compétentes génèrent des économies au système de santé en permettant de réduire les complications et le taux d'infection

et ainsi diminuer le nombre de réhospitalisations.

Aujourd'hui il est urgent d'amorcer le changement que nos politiques peinent à concevoir: en votant OUI à l'initiative pour des soins infirmiers forts, vous soutenez la promotion de la formation, les prestations rémunérées de manière appropriée, la qualité des soins infirmiers et la sécurité des patients, l'amélioration des conditions de travail et la reconnaissance du personnel soignant. ■ NATHALIE BLONDEL

## Initiative «SOS-Communes»: un splendide marché de dupes



Cet été, l'initiative cantonale dite «SOS-Communes», soutenue notamment par l'Association des Communes Vaudoises (ADCV), le lobby des communes riches, a abouti. Une aide bienvenue aux collectivités locales? Un marché de dupes, plutôt!

Sur le papier, l'affaire semble simple: les communes rendent 15 points d'impôt au Canton, qui reprend en contrepartie l'entier de la facture sociale. On pourrait croire le marché équitable – or, il ne l'est pas. Car cette compensation est loin d'être totale: le canton reprend l'ensemble de la part communale à la cohésion sociale, environ 825 millions de francs, contre une bascule d'impôt de 15 points au profit du Canton, soit 550 millions. En d'autres termes, l'initiative coûte environ 275 millions au Canton chaque année, une somme énorme qui ne sera plus à disposition des politiques cantonales que nous

défendons, dans les domaines de l'accueil de jour, des prestations complémentaires, des transports publics, de la transition énergétique, de la politique climatique.

On retrouvera évidemment ces 275 millions annuels dans les communes – mais pas n'importe lesquelles. En effet, outre la bascule, l'initiative supprime deux autres transferts de ressources. Premièrement, la moitié des impôts conjoncturels revenant à l'Etat retourneront aux communes – parmi eux, les droits de mutation et de succession, dont on imagine bien où ils représentent une manne juteuse; en outre, l'initiative supprime l'écrêtement, qui met à contribution les communes en fonction de leur capacité fiscale et constitue un des mécanismes de redistribution les plus efficaces de la péréquation actuelle. Cette suppression profite exclusivement aux communes les plus riches du canton. On comprend mieux pourquoi leur lobby soutient cette initiative

avec autant d'acharnement.

Toutes ces modifications auront un impact sur la péréquation: elles en affaiblissent fortement le mécanisme. Ainsi, les communes modestes ont systématiquement moins à y gagner que les communes les mieux dotées, et pour une vingtaine de communes du canton, dont de nombreuses villes, l'impact de l'initiative est même négatif en absolu: loin de se voir allouer des moyens supplémentaires, elles en perdent! Pendant ce temps, les communes riches utiliseront cette manne pour baisser, encore une fois, leurs impôts, accroissant la concurrence fiscale au profit des plus riches.

«SOS-Communes», dans les faits, c'est «Robin des Bois» à l'envers: elle prend aux pauvres pour rendre aux riches. Il faudra s'y opposer avec force le moment venu.

■ PIERRE DESSEMONTET, VICE-PRÉSIDENT DU PS VAUDOIS, SYNDIC D'YVERDON-LES-BAINS ET DÉPUTÉ



## Quand un outil fait ses preuves, il est bienvenu à nouveau!



### grand conseil

La crise sanitaire liée au COVID 19 dure, et ses multiples variants, nous laissent dans une grande incertitude quant à l'avenir. La prolongation de cette situation extraordinaire, le retour à des mesures plus contraignantes, engendre ou prolonge de nombreux problèmes. Comme nous l'avons craint, à la crise sanitaire sont venues se greffer durablement une crise économique et une crise sociale.

Bon nombre de PME tirent le diable par la queue depuis des mois, essaient de juste survivre. Dans cette lutte contre les conséquences économiques, un outil bienvenu a été développé sur mandat de notre Canton: welQome. Celui-ci permet de soutenir des pans entiers de notre économie, secoués par la crise et les fer-

metures, comme les activités de loisirs, la culture, l'hébergement, la restauration, les produits de terroir, les transports publics, sans oublier les produits de la vigne ou de brasserie.

Les opérations welQome 1 et welQome 2 ont permis d'injecter 100 millions de francs dans l'économie régionale. Cette formule a fait ses preuves, en trouvant l'adhésion à la fois du public et des acteurs économiques. Il aura aussi permis à de nombreux petits commerçants de s'initier à l'e-commerce. Près de 2'670 offres auront été proposées sur la plateforme internet. Le succès est allé croissant entre les deux opérations. De nombreux nouveaux acteurs économiques, qui n'avaient pu bénéficier du premier volet, ont réussi à monter dans le train du 2ème. Pour la 3ème version, cet outil mériterait quelques améliora-

tions, par exemple via la vente de bons à la Poste ou aux Offices de tourisme ou en en réservant un quota pour les entreprises n'ayant pu profiter des 2 premiers volets.

Inquiet de la situation économique des TPE et PME, persuadé que c'est lors des crises que l'Etat doit investir massivement, le PS a répondu aux nombreux appels et a déposé à la rentrée d'août une motion. Celle-ci demande au Conseil d'Etat de lancer, sans attendre, un 3ème volet «welQome 3» ou une opération similaire sera en effet plus que le bienvenu! Puissent le centre et la droite majoritaires au GC s'y rallier et faire passer l'intérêt économique de notre canton avant une guéguerre de tranchées partisanses. ■ STÉPHANE MONTANGERO, DÉPUTÉ

## Pour sortir rapidement de la pandémie

**santé** Le Comité directeur du PS vaudois prend position en faveur de la vaccination et du pass sanitaire.

La collaboration de toutes et tous est décisive dans la lutte contre le coronavirus. Ce n'est que si la population est suffisamment immunisée contre le virus que nous pourrions empêcher une nouvelle propagation incontrôlée de la maladie et réduire durablement le risque de nouvelles mutations du virus. Par conséquent, le Parti socialiste vaudois estime qu'il est aujourd'hui essentiel d'augmenter rapidement la couverture vaccinale des habitantes et habitants de notre pays éligibles au vaccin. Le Parti socialiste vaudois incite les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires pouvant freiner la maladie, notamment celle de l'extension du «pass sanitaire».

Le comité directeur du Parti socialiste vaudois soutient que :

- Face à l'augmentation inquiétante des cas d'hospitalisation, en particulier des personnes non-vaccinées, aux soins intensifs
- Face à l'usure des soignant·e·s qui n'ont pas encore récupéré des vagues précédentes
- Face aux chiffres de la vaccination qui doivent encore progresser, alors que l'efficacité de cette dernière est prouvée
- Face au risque accru de propagation pour les personnes non-vaccinées
- Face aux coûts qu'entraîneraient une nouvelle vague
- Face à l'impact économique, en particulier sur des milieux comme la culture et la restauration, de nouvelles mesures de protection, voire de fermeture
- Face aux risques sanitaires liés au report des opérations électives en cas de surcharge du système hospitalier (avec des conséquences que l'on sait aujourd'hui dramatiques)

**La vaccination contre le COVID-19 auprès des personnes éligibles doit être soutenue sans réserve. L'extension du «pass sanitaire» doit être envisagée comme une solution de sortie de crise.**

Les politiques socialistes doivent en tout temps avoir l'objectif de créer plus de solidarité et de liberté. Concrètement, le Parti socialiste vaudois défend un retour à la liberté en plaçant la protection de toutes et tous au cœur de ses préoccupations. Il décide de promouvoir activement la vaccination en la présentant comme une bataille pour une liberté retrouvée.

Aujourd'hui, les arguments rationnels et scientifiques peinent à convaincre une frange de la population. Pour le Parti socialiste vaudois il n'est pas admissible que la liberté des personnes adhérant à la vaccination soit préteritée par une vague de désinformation. Ainsi il condamne fermement tout dérapage sur cet enjeu sociétal crucial.

**Le Parti socialiste vaudois soutient une sortie de crise où la vaccination est un acte de solidarité et d'engagement pour la communauté.** En ce sens, se vacciner est un acte à forte portée symbolique. C'est faire preuve de solidarité et d'engagement pour toutes et tous, en particulier pour les plus vulnérables, mais aussi pour toutes celles et ceux qui luttent en ce moment pour ramener à la vie des patient·e·s toujours plus jeunes, des malades du COVID qui sont, dans leur immense majorité, non-vacciné·es.

Au vu de ce qui précède :

- Puisque se faire vacciner est un engagement citoyen
- Puisque l'appel à la vaccination est politique
- Puisque nos valeurs socialistes concourent à promouvoir la vaccination

**Le Parti socialiste vaudois s'engage formellement en faveur de la vaccination et appelle les camarades mais également la population à se faire vacciner.**

## Agenda

### CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU PS VAUDOIS

13 NOV. | 13:00 | LAUSANNE  
Les délégué·es seront invité·es à désigner les candidat·es au Conseil d'Etat lors des élections cantonales 2022. Le Congrès extraordinaire se déroulera à la salle de Grand-Vennes, chemin des Abeilles 17, 1010 Lausanne. Le certificat sanitaire COVID-19 sera obligatoire afin d'y participer.

### TABLE RONDE - INITIATIVE POUR DES SOINS INFIRMIERS FORTS

5 OCT. | 20:00 | VEVEY  
En vue de la prochaine campagne pour le OUI à des soins infirmiers forts, le PS Vevey vous invite à une soirée discussion à la Salle Del Castillo avec: Jessica Ribeiro (infirmière HES), Pierre-Yves Maillard (président de l'Union syndicale suisse), Sabrina Meriem (infirmière HES en cardiologie), Cédric Bussy (infirmier HES, maître d'enseignement, membre du comité de l'ASI-VD) et Laurie Willommet (municipale de la ville de Vevey). Inscriptions et informations complémentaires via le QR Code ci-dessous.



# Abdelmalek Saiah

**Sur les starting blocks** Alors qu'il n'a pas encore le droit de vote, Abdelmalek Saiah s'est découvert une passion pour la politique au PS yverdonnois.

Les formes classiques de participation politique n'ont pas toujours la cote chez les plus jeunes. Pourtant, Abdelmalek Saiah, 16 ans et militant à Yverdon-les-Bains, montre qu'il persiste chez eux une niaque politique, tant qu'ils trouvent une offre leur correspondant..

## «Le monde adulte, à fond dedans!»

Sa scolarité obligatoire vient de s'achever. Abdel vient d'entamer un apprentissage d'employé de commerce au service de la culture yverdonnois. «Le monde adulte, à fond dedans!». Et comme si cela ne suffisait pas, il est aussi membre du comité du PS Yverdon et porte en partie la responsabilité des stands. «Ce n'est pas rien, lance-t-il avant de rebondir: pas beaucoup de partis offrent de telles responsabilités à quelqu'un de mon âge!»

Ce n'est pas rien, en effet, quand on sait que c'est à l'un de ces stands de la mythique «place Pesta» que ce militant plein d'énergie s'est inscrit au PS. C'était il y a deux ans. Une fraction de vie pour beaucoup, mais il n'avait alors que 14 ans. «Je faisais le tour des stands. Je voulais me renseigner. Je voyais tout le monde aller chez les verts, mais je voulais découvrir quelque chose, soulignait-il. Je me suis donc inscrit au PS.» Il y a retrouvé une ouverture et un sens de la justice sociale. «Tout s'est bien passé, et je suis tombé amoureux de

ce parti et des belles personnes qui y sont.»

## «Une prise de conscience personnelle».

Ce n'est pourtant même pas le premier contact entre Abdel et la vie publique! «J'avais 10 ans quand on m'a proposé de venir voir un débat. Ça m'avait beaucoup intéressé, mais je me rendais compte que j'étais trop jeune». Il avait besoin de plus de maturité.

## «J'avais 10 ans quand on m'a proposé de venir voir un débat»

D'autant que son ancrage politique n'était pas encore défini. «Quand je suis rentré au collège, je me pensais de droite, glisse le garçon. Je pensais qu'on devait aider notre peuple avant d'aider les autres. Progressivement, je me suis rendu compte que c'était égoïste. Ça m'a fait mal au cœur de penser comme ça. C'était une prise de conscience personnelle.»

Par petites touches, il s'oriente et s'affirme. L'école lui aura donné le goût de l'action collective – comme délégué de classe – ainsi que de l'Histoire et de la géographie, qu'il voudrait enseigner plus tard. «Ces branches m'ont beaucoup appris au niveau politique, culturel, climatique», détaille-t-il, lui qui s'est senti inspiré par



Abdelmalek Saiah remercie notamment Camille Robert et Cesla Amarelle, à qui il doit son envie de s'engager. © Guillaume Guenat

Greta Thunberg et la mobilisation de la jeunesse pour le climat. L'école sera aussi un terrain de lutte, contre l'objet délicat du harcèlement scolaire particulièrement. Ce parcours, passant aussi par le conseil des jeunes et une association de quartier, en a fait un garçon résolu à faire changer les choses.

## Du sang neuf

Pour Abdel, la politique est avant tout le dialogue avec la population, surtout au niveau communal. Mais il n'est pas toujours aisé d'avoir sa parole écoutée quand on a 16 ans. À en

croire certains, «à mon âge, il faut retourner à l'école ou aller boire des binches et arrêter de faire chier le monde avec le réchauffement climatique ou l'anti-discrimination». Enfin, militer implique aussi des sacrifices – des soirées en moins avec les amis, des tensions parfois. Pourtant, Abdel en est persuadé, les jeunes peuvent et doivent mettre un coup de pied à la fourmière et peser sur l'agenda, même au PS – âge du droit de vote, climat, discrimination, cette jeunesse en redemande.

■ GUILLAUME GUENAT